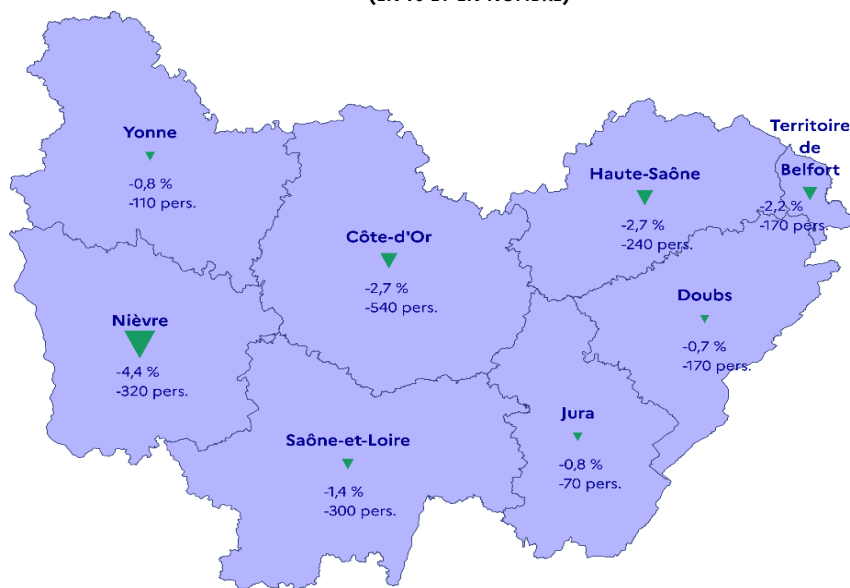


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

DÉPARTEMENT DU JURA

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 1^{ER} TRIMESTRE 2026 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFPM Cat. A :
-1,0 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2025

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

(DONNÉES CVS)

Cat. A : **8 740** (-0,8 % sur un trim.)
 Cat. B, C : **8 330** (0,0 % sur un trim.)
 Cat. A, B, C : **17 070** (-0,4 % sur un trim.)
 Cat. A,B,C,D,E : **19 090**(-0,2 % sur un trim.)

(DONNÉES BRUTES)

Cat. F : **1 582**
 Cat. G : **1 217**

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

5,8 % au 4^{ème} trimestre 2025
 + **0,2 pt** par rapport au 3^{ème} Trim. 2025
 (France métropolitaine : 7,7 % ; + 0,2 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

87 040 au 4^{ème} trimestre 2025
 - **0,4 %** par rapport au 3^{ème} Trim. 2025

● RECOURS À L'INTÉRIM

3 020 intérimaires au 4^{ème} trimestre 2025
 - **0,1 %** par rapport au 3^{ème} Trim. 2025

Au quatrième trimestre 2025

L'emploi salarié (privé et public) dans le Jura recule par rapport au 3^{ème} trimestre 2025 (-0,4 %), soit 350 emplois en moins. Hors intérim, l'agriculture (-9,1 %) enregistre une nette baisse. Après un léger mieux le trimestre dernier, le commerce et la construction connaissent à nouveau des difficultés (respectivement -0,5 % et -0,4 %). Du côté des services non marchands, principaux pourvoyeurs d'emplois du département, la situation de l'emploi reste stable malgré d'importantes pertes dans les transports-entrepôt. Dans l'industrie, l'emploi se repli à nouveau et affecte l'ensemble des activités hormis le secteur de l'énergie, eau et gestion des déchets. La demande d'intérim est malgré tout dynamique dans l'industrie et le commerce. Le recours à l'activité partielle recule par rapport au trimestre précédent. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA diminue légèrement de 0,6 % sur un an.

Au premier trimestre 2026

Le volume d'heures alloué à l'activité partielle tend à augmenter par rapport à la fin d'année 2025. Sur un an, les défaillances d'entreprises diminue légèrement mais elles menacent davantage d'emplois, soit près de 200 emplois. En parallèle, les créations d'entreprises dépassent leur niveau d'il y a un an, avec près de 320 nouveaux entrepreneurs recensés (hors micro-entrepreneurs). Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) diminue de 0,8 % sur le trimestre, une baisse moins marquée qu'au niveau régional (-1,7 %). Cette évolution s'inscrit dans une tendance générale à la baisse, même si elle est en partie amplifiée par un effet administratif lié à la mise à jour des fichiers.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)
 Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
 de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

1^{er} Trimestre 2026

Les inscrits à France Travail

Tenus de rechercher un emploi

	T1 2026	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Jura :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	8 740	-0,8	-2,5
Catégories B, C	8 330	0,0	-0,1
Catégories A, B, C	17 070	-0,4	-1,3
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	110 830	-1,7	-4,3
Catégories B, C	95 060	+0,6	+2,6
Catégories A, B, C	205 900	-0,6	-1,2
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours	166 880	-1,4	-1,4

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Non tenus de rechercher un emploi

	T1 2026	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Jura :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	960	0,0	-6,8
Catégorie E	1 070	+4,9	-4,5
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	1 582	/	/
Catégorie G	1 217	/	/
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	12 590	+1,5	-4,7
Catégorie E	13 200	+1,9	+3,7
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	19 086	/	/
Catégorie G	16 316	/	/

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.



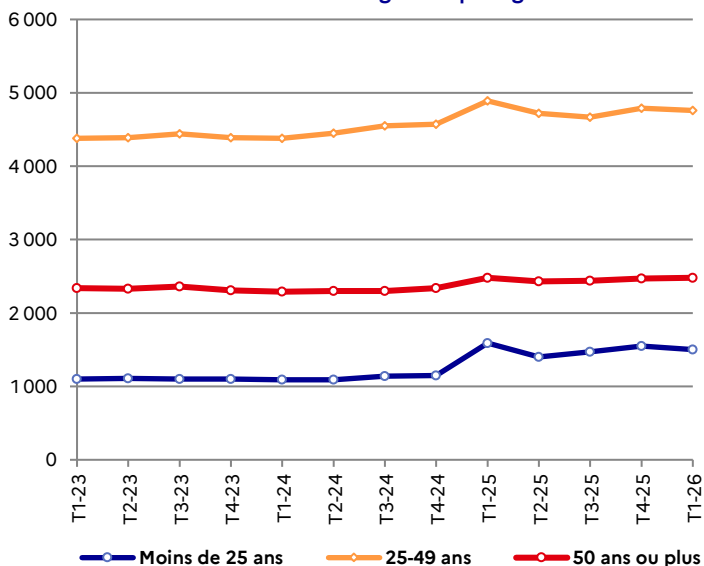
Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

<i>Données CVS-CJO</i>	Jura		BFC	
	T1 2026	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A				
Hommes	4 620	-1,3	-1,7	-1,4
< 25 ans	820	-3,5	-4,7	-5,2
25 - 49 ans	2 500	-2,0	-1,6	-0,6
50 ans ou plus	1 300	+1,6	0,0	-0,8
Femmes	4 120	-0,2	-3,3	-2,0
< 25 ans	680	-2,9	-6,8	-3,9
25 - 49 ans	2 260	+0,9	-4,2	-1,5
50 ans ou plus	1 170	-0,8	0,0	-1,9
Total	8 740	-0,8	-2,5	-1,7
< 25 ans	1 500	-3,2	-5,7	-4,6
25 - 49 ans	4 760	-0,6	-2,7	-1,0
50 ans ou plus	2 480	+0,4	0,0	-1,3

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Inscrits en catégorie A par âge



Avertissement évolution des règles d'actualisation et des sanctions :

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C. En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C aurait été moins élevé.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A, B, C

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T1	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2026	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	8 340	-0,7	-1,5	-0,6	-0,9
< 25 ans	1 360	-1,4	0,0	-2,0	-5,8
25 - 49 ans	4 750	-1,0	+12,9	-0,1	+0,3
50 ans et plus	2 230	+0,5	-1,8	-0,7	-0,7
Femmes	8 730	0,0	-1,1	-0,7	-1,5
< 25 ans	1 220	-0,8	+2,5	-1,4	-5,9
25 - 49 ans	4 900	+0,2	-3,0	-0,5	-0,9
50 ans et plus	2 610	0,0	+0,8	-0,8	-0,6
Total	17 070	-0,4	-1,3	-0,6	-1,2
< 25 ans	2 580	-1,1	+1,2	-1,7	-5,8
25 - 49 ans	9 650	-0,4	-2,4	-0,3	-0,3
50 ans et plus	4 840	+0,2	-0,4	-0,8	-0,6

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Ancienneté d'inscription

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T1	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2026	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	9 610	-1,5	-6,2	-2,6	-8,4
DELD :					
1 à 2 ans	3 660	+1,7	+10,9	+3,0	+13,8
2 à 3 ans	1 560	+3,3	+2,6	+1,5	+6,4
3 ans et plus	2 240	-0,9	+0,9	+0,1	+2,9
Total DELD	7 460	+1,1	+5,8	+1,7	+8,5
Part des DELD	43,7%	+0,6 pt	+2,9 pt	+1,1 pt	+4,2 pt

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T1	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2026	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	255	-35	-12,0	-275	-9,8
Fin de mission d'intérim	130	-23	-15,0	-180	-13,1
Démission	105	-12	-10,3	-70	-6,5
Rupture conventionnelle	118	-1	-0,6	-112	-8,5
Licenc. économique	37	+4	+10,9	-26	-5,8
Autre licenciement	119	-5	-4,0	-24	-1,9
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	31	-11	-27,0	-166	-27,4
Retour d'inactivité ⁽²⁾	208	-41	-16,5	-314	-11,0
Réinscription rapide ⁽³⁾	208	-17	-7,4	-394	-12,9
Autres motifs ⁽⁴⁾	1 490	+1 214	+439,2	+12 280	+286,5
Motif indéterminé	151	+32	+26,6	+541	+34,8
Total	2 851	+1 105	+63,2	+11 259	+54,5

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi).

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T1	Var. annuelle		Var. annuelle	
	2026	en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	313	+67	+27,4	+303	+13,1
Entrée en stage ou formation	151	-9	-5,4	-94	-4,5
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	202	+8	+4,1	+423	+21,1
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	1 782	+1 077	+152,6	+13 163	+147,9
Radiation administrative	19	-105	-84,5	-1 391	-93,7
Autre cas ⁽³⁾	317	+152	+91,5	+1 094	+48,4
Total	2 785	+1 190	+74,6	+13 498	+70,7

(1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.

(2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation

(3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, toute personne qui fait une demande de RSA est automatiquement inscrite à France Travail.

A partir de janvier 2025, toute personne qui est suivie en CEJ ou Pacea par une mission locale et en recherche d'emploi, ou qui est suivie par cap emploi est automatiquement inscrite à France Travail.

Les inscrits à France Travail par CLPE*

* CLPE : Comité Local Pour l'Emploi

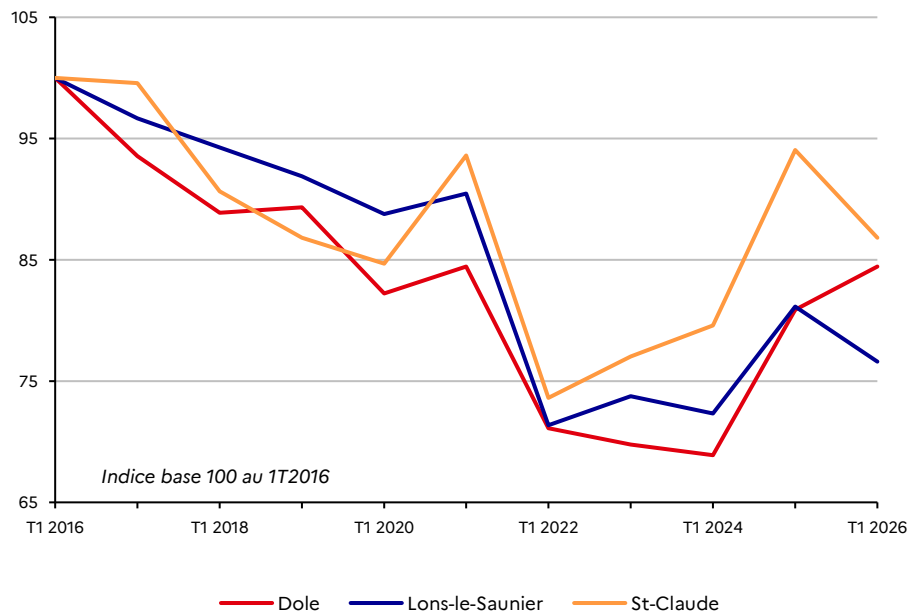
Caractéristiques des inscrits en Cat. A

Données brutes Catégorie A	T1 2026	Evol. annuelle (en %)	Part (en %) des		
			Femmes	-25 ans	Seniors
Dole	3 800	+4,4	47,1	17,6	28,2
Lons-le-Saunier	3 210	-5,6	46,1	17,8	28,0
Saint-Claude	2 040	-7,7	43,1	14,7	28,4

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreetts.

La loi pour le plein emploi a instauré **une nouvelle gouvernance du réseau pour l'emploi**, aux niveaux **national, régional, départemental et local**. Cette gouvernance renouvée a pour vocation d'assurer la coordination, coopération et co-construction entre les acteurs de l'emploi et de l'insertion. Les comités locaux pour l'emploi (CLPE) définissent les **stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle**. Ils organisent des **partenariats** au regard des **projets territoriaux**, en lien avec l'ensemble des collectivités territoriales et notamment les communes et intercommunalités. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux institués au sein du département en fonction des caractéristiques de chaque territoire, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

Evolution des inscrits de Cat. A (données brutes)



Ancienneté d'inscription des inscrits de Cat. ABC

Données brutes Catégories A, B, C	T1 2026	Evol. annuelle (en %)	Inscrits de plus d'un an	
			T1 2026	Evol. (%) annuelle
Dole	7 130	+1,4	3 160	+7,1
Lons-le-Saunier	6 280	-2,8	2 600	+2,4
Saint-Claude	3 850	-2,5	1 730	+9,5

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreetts.

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) annuelle	Nombre	Evol. (%) annuelle
1 150	+66,7	1 100	+89,7
1 140	+65,2	1 130	+66,2
550	+48,6	560	+69,7

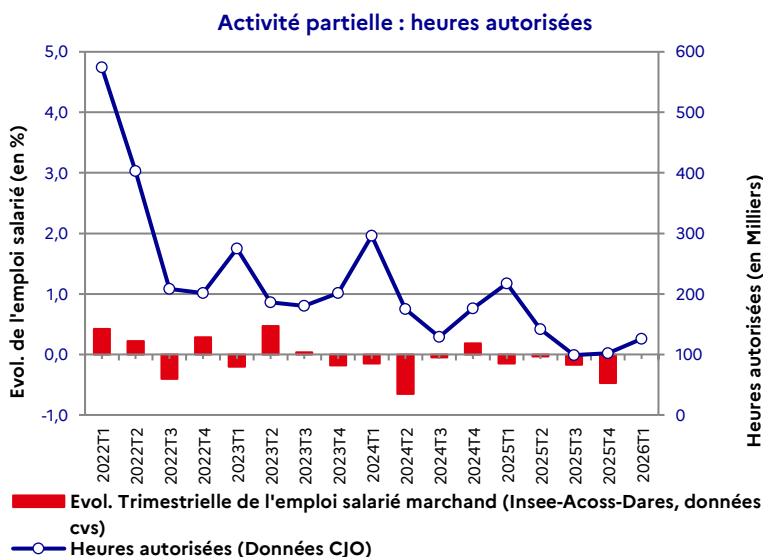
Activité partielle

Données CJO*	Jura	
	T4 2025	T1 2026
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	48	54
Volume d'heures autorisées	101 835	125 555
dont :		
Agriculture	0	6 425
Industrie	89 492	99 948
Construction	1 036	395
Commerce	1 397	1 629
Services	9 910	17 158
Etablissements autorisés	38	40
dont : établissements de 50 sal. et plus	5	9
Nombre de salariés concernés**	590	850
Total heures autorisées 12 mois glissés	559 718	468 176

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



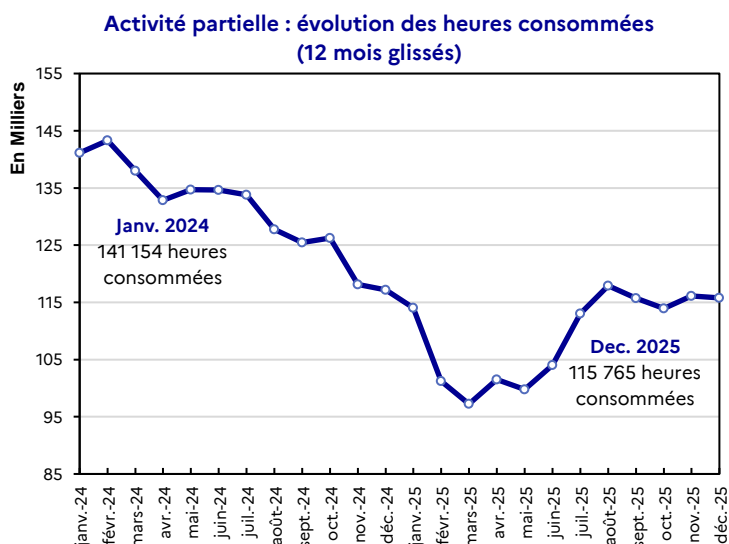
Heures consommées	Jura	
	T3 2025	T4 2025
Nombre d'heures consommées*	24 852	18 216
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	19 753	11 692
Construction	561	0
Commerce	21	80
Services	4 518	6 444
États ayant consommé des heures	32	27
dont : établissements de 50 sal. et plus	4	3
Nombre de salariés concernés**	244	205
Total heures consommées 12 mois glissés	115 751	115 765

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Créations d'entreprises

Données brutes	Jura	
	T1 2026	Evol./T1 2025 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	942	+40,8
dont :		
Entreprises individuelles	100	0,0
Micro-entrepreneurs	623	+41,3
Sociétés	219	+71,1
Cumul sur 12 mois glissés	3 354	+17,3
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	319	+17,4
Cumul sur 12 mois glissés	1 116	+13,4

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif renouvelé. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Ouvertures de procédures	Jura	
	T1 2026	Evol./T1 2025 (en %)
Nombre d'ouvertures de procédures	56	-3,4
dont :		
Redressements judiciaires	22	-15,4
Liquidations judiciaires directes	33	+3,1
Nombre d'emplois menacés	196	+59,3
dont :		
Agriculture	s	s
Industrie	117	+368,0
Construction	18	-33,3
Commerce	27	-25,0
Services	32	+10,3
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	211	+8,8

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

ns : non significatif

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Jura 4 ^{ème} trimestre 2025 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution		Evolution		Nombre de salariés	Evolution		Evolution	
		Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %		Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %
Agriculture	1 970	-200	-9,1	+60	+2,9	1 970	-200	-9,1	+60	+3,0
Industrie	18 910	-50	-0,3	-140	-0,7	20 670	+80	+0,4	-180	-0,9
Industrie agro-alimentaire	4 170	-20	-0,5	-30	+12,9	4 560	+30	+0,7	-100	-2,1
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 430	+20	+1,7	+50	+3,7	1 500	+30	+2,0	+50	+3,4
Equipements élec. électron. info., autres machines	1 140	-10	-1,0	+60	+5,3	1 250	0	-0,1	+50	+4,4
Matériels de transport	850	-10	-1,5	-20	-1,9	950	-10	-0,9	-40	-3,8
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	11 330	-30	-0,3	-200	-1,7	12 400	+20	+0,2	-150	-1,2
Construction	5 380	-20	-0,4	-60	-1,0	5 650	-10	-0,2	-70	-1,2
Commerce ; réparation auto.	11 280	-60	-0,5	-150	-1,3	11 450	-40	-0,4	-140	-1,2
Services marchands	18 350	0	+0,0	-120	-0,7	18 940	-110	-0,6	-190	-1,0
Transports et entreposage	3 990	-60	-1,4	-20	-0,6	4 180	-90	-2,2	-70	-1,7
Hébergement et restauration	3 140	0	+0,0	-30	-1,0	3 170	+10	+0,3	-20	-0,7
Information et communication	360	+10	+3,9	-40	-9,6	370	+10	+3,9	-40	-9,9
Services financiers	1 530	0	+0,2	-60	-3,7	1 540	0	+0,2	-60	-3,9
Services immobiliers	490	0	+1,0	+20	+4,0	490	0	+0,1	+20	+3,5
Services aux entreprises	5 470	-10	-0,2	+50	+0,9	5 830	-80	-1,4	+30	+0,5
Services aux ménages	3 370	+40	+1,3	-30	-1,0	3 380	+40	+1,3	-40	-1,1
Services non marchands	28 260	-70	-0,2	-270	-1,0	28 350	-60	-0,2	-230	-0,8
Ensemble	84 140	-400	-0,5	-680	-0,8	87 040	-350	-0,4	-760	-0,9

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

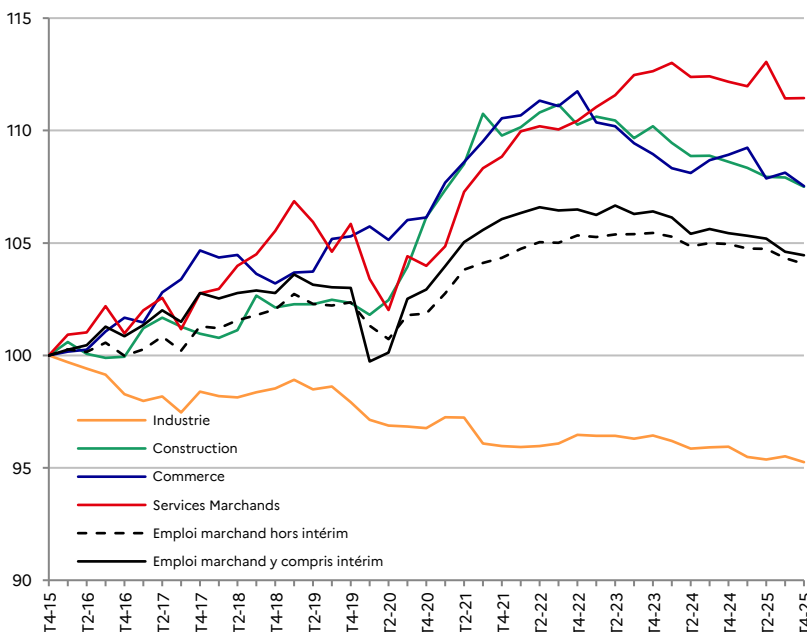
Traitement : Drets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

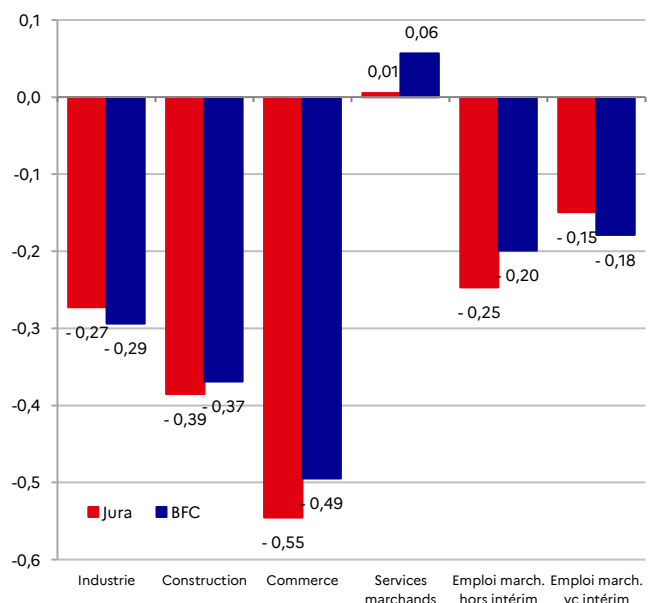
(base 100 au 31/12/2015)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 3^{ème} et le 4^{ème} trim. 2025, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Jura 4 ^{ème} trimestre 2025 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	s	s	s	0,1	+0,1	s	s	s	0,9	0,0
Industrie	1 770	+6,6	-5,3	8,5	-0,4	1 710	0,0	-6,0	2,4	0,0
Construction	380	-1,4	-19,8	6,5	+12,9	370	-2,6	-15,9	3,2	-0,3
Commerce	200	+7,9	-0,2	1,8	+0,0	200	0,0	-4,8	1,5	+0,1
Services	670	-14,6	-8,0	3,5	-0,3	750	-2,6	-3,8	1,0	-0,2
Ensemble	3 020	+0,1	-7,6	5,1	-0,4	3 020	-1,6	-6,8	1,9	-0,1

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

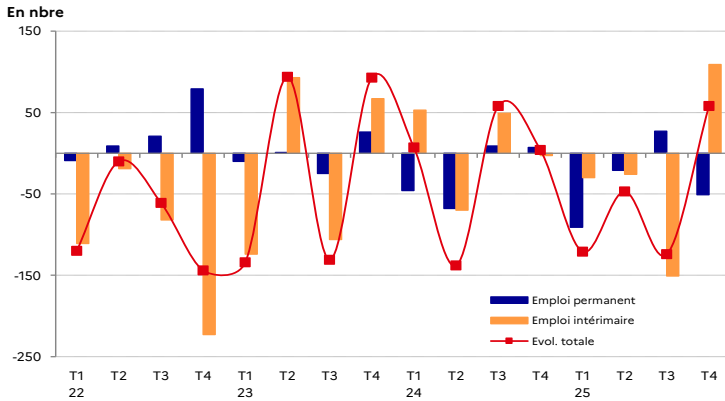
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

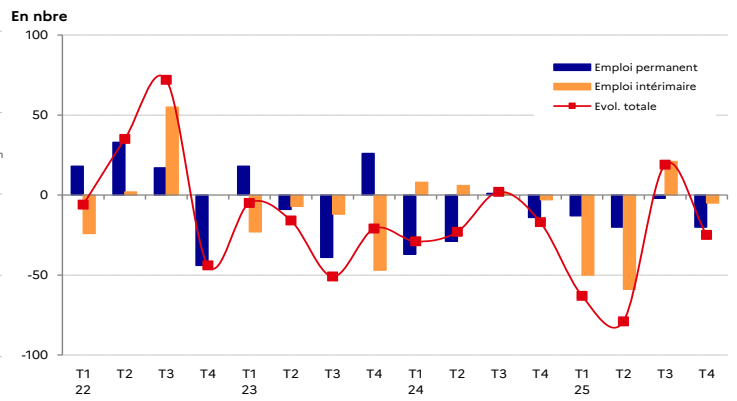
Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Travail Emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité

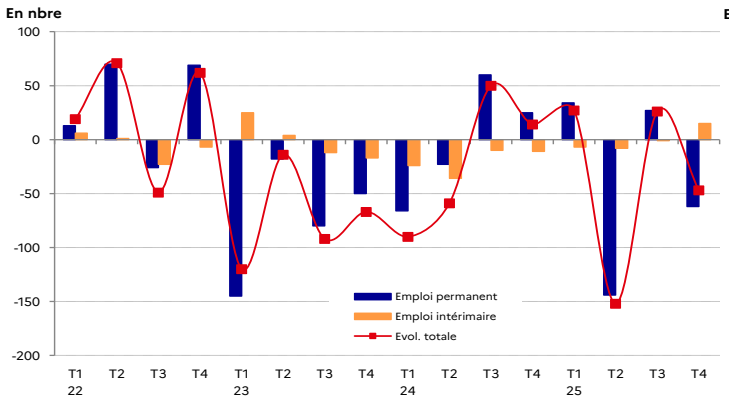
Industrie



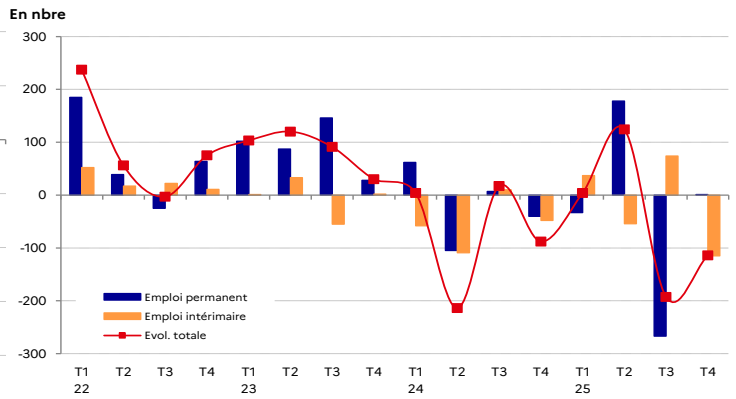
Construction



Commerce



Services



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Jura		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
4^{ème} trimestre 2025						
Embauches		983	312	1 861	9 735	12 891
Répartition en %		7,6	2,4	14,4	75,5	100,0
dont en % :						
CDD		47,4	51,6	66,2	88,4	81,1
< 25 ans		33,7	32,1	56,6	25,6	30,8
25 - 49 ans		46,7	54,2	31,4	45,2	43,5
50 - 54 ans		7,2	6,7	3,2	8,9	12,9
55 ans ou plus		11,7	6,1	8,1	20,2	17,4
Femmes		42,1	10,9	59,1	65,7	61,6
Sorties		1 081	485	2 155	10 704	14 425
Répartition en %		8,4	3,8	16,7	83,0	100,0
dont en % :						
Fins de CDD		32,1	39,0	45,6	84,0	72,9
dont CDD < 1 mois		43,5	19,6	70,4	80,8	77,5
Démissions		22,3	25,4	18,5	6,0	9,7
Licenciements économiques		2,6	2,1	8,5	0,2	1,7
Licenc. non économiques		12,1	10,1	7,6	2,8	4,4
Retraite		8,3	4,3	3,6	1,1	2,1
Ruptures Conventionnelles		7,0	8,7	4,1	1,5	2,6
< 25 ans		23,1	25,2	44,2	25,8	28,4
25 - 49 ans		45,3	54,2	38,1	44,2	43,7
50 - 54 ans		7,5	6,0	4,4	8,8	7,9
55 ans ou plus		24,1	14,6	13,4	21,2	20,0
Femmes		39,6	7,4	51,0	63,2	57,7

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs,

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

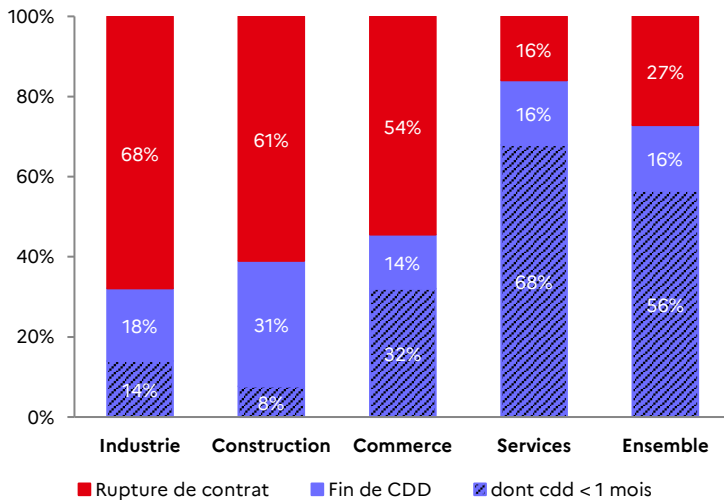
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

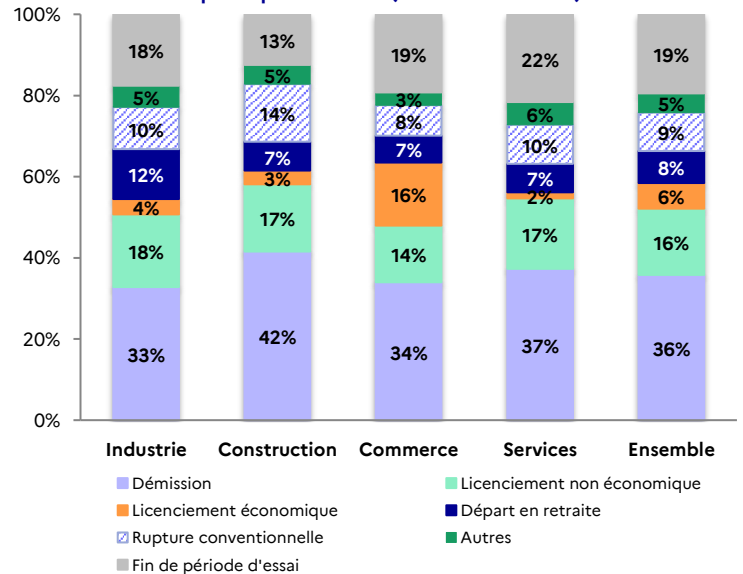
Lecture : Au 4^{ème} trimestre 2025 parmi les embauches dans l'industrie 47,4 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 2,6 % des sorties des salariés de l'industrie contre 1,7 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 32 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 33 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Jura		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
4^{ème} trimestre 2025							
Actifs en emploi (en %)		10,9	55,7	14,4	19,1	52,5	29,3
Embauches		3 973	5 608	1 022	2 248	7 945	2 404
dont en % :							
CDD		81,7	76,8	82,5	90,1	85,3	84,7
Sorties		4 090	6 306	1 143	2 884	8 329	2 313
dont en % :							
Fins de CDD		77,1	69,5	76,1	73,0	79,9	81,4
dont CDD < 1 mois		73,2	75,9	82,8	84,9	83,2	81,5
Démissions		8,6	13,3	6,6	4,7	7,5	7,5
Licenciements économiques		0,2	2,2	4,3	1,8	1,0	0,1
Licenc. non économiques		5,1	4,3	4,5	3,8	3,0	3,4
Retraite		0,0	0,0	0,1	10,6	1,5	0,0
Ruptures Conventionnelles		1,3	3,7	3,1	1,8	2,1	1,3

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2022, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 90,1 % ont signé un CDD.

L'emploi frontalier

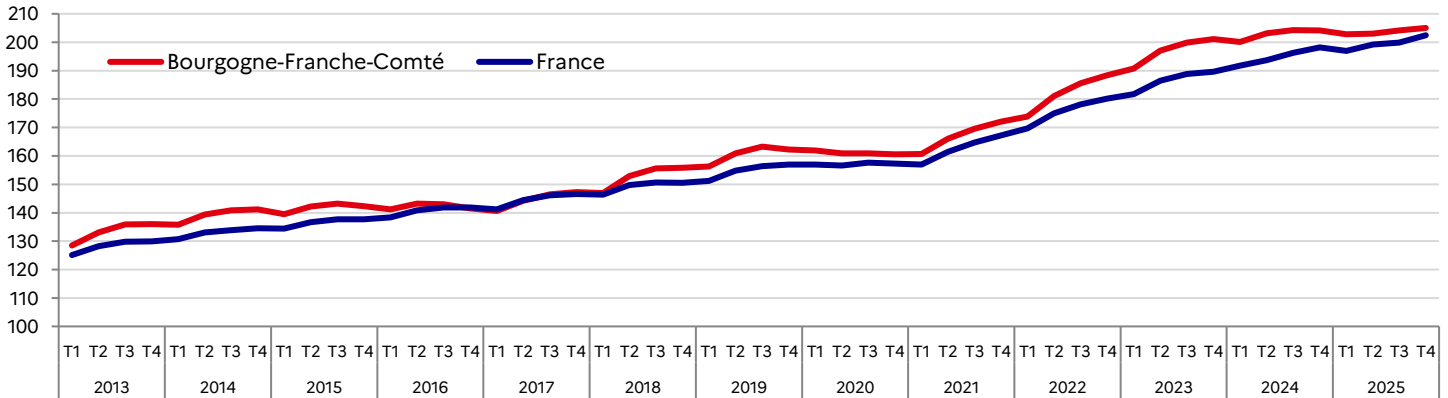
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2025	Actifs en emploi RP 2022	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	228 670	224 140	22,7	+0,3	-1 000	-0,4	247	0,5	-1,2	-7	-2,8
Doubs	230 293	196 750	19,9	-0,4	-1 740	-0,9	34 210	70,8	+0,1	+17	+0,0
Jura	107 034	87 040	8,8	-0,4	-760	-0,9	7 951	16,5	+1,2	+102	+1,3
Nièvre	71 592	63 840	6,5	-0,0	-430	-0,7	27	0,1	0,0	+3	+12,5
Haute-Saône	93 962	67 930	6,9	-0,6	-580	-0,8	815	1,7	+1,0	+23	+2,9
Saône-et-Loire	214 640	191 700	19,4	+0,0	-560	-0,3	250	0,5	-2,3	+7	+2,9
Yonne	128 463	109 310	11,1	-0,4	-570	-0,5	48	0,1	+14,3	+12	+33,3
Territoire de Belfort	55 890	48 170	4,9	+0,0	-680	-1,4	4 786	9,9	+1,1	+53	+1,1
BFC	1 130 545	988 870	100,0	-0,1	-6 310	-0,6	48 334	100,0	+0,4	+210	+0,4

Sources : Insee - RP ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

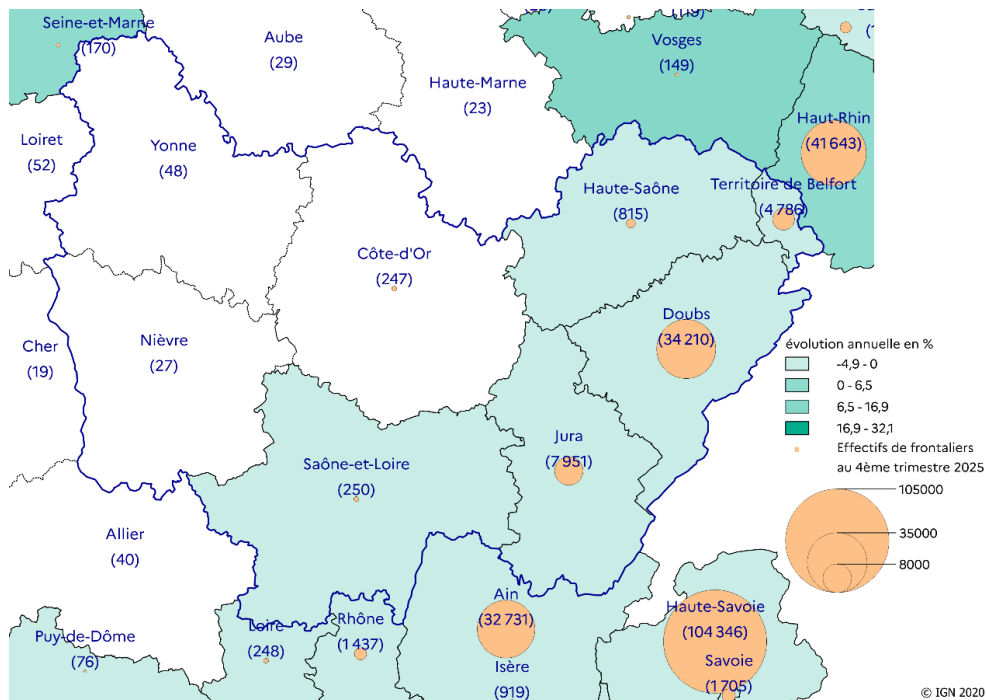
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse est stable dans le Doubs. Ce département comptabilise 34 210 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Jura			BFC Var.(/)/ cumul 2025
	T1 2026	Cumul 2026	Var.(/)/ cumul 26	
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	184	184	+12,9	
dt résidents QPV	24	24	+50,0	+27,8
CEJ*	189	189	-1,6	-2,3
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	11	11	-62,1	-79,3
jeunes	s	s	s	-76,5
seniors	s	s	s	-78,4
bénéficiaires RSA	6	6	-60,0	-75,0
DELD	s	s	s	-81,7
TH	s	s	s	-72,2
résidents QPV	s	s	s	-79,5
résidents ZRR	s	s	s	-75,4
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 4T 2025)				
- secteur public	8	64	+4,9	-8,8
- secteur privé	340	2 483	-2,4	-2,5

* Données arrêtées à la semaine 13

s : secret statistique

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Jura		BFC Var.(/)/ T1 2025
	T1 2026	Var.(/)/ T1 2025	
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	46	-39,5	-73,0
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	690	+78,8	+43,5
CEJ*	272	+3,3	-2,9
IAE (au 3T 2025)	867	-9,5	-4,3

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie. Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2023, la dépense pour l'emploi en France a été de 190 milliards d'euros. Les mesures d'incitation à l'embauche représentent la moitié de la dépense avec 95 Md. Le versement d'allocations chômage et d'activité partielle a représenté 47 Md d'euros. Les dépenses de formation et d'incitation à l'activité ont été respectivement de 29 et 16 Md d'euros.

[Dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail en 2023](#)

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T3 2025	Cumul 2025	Var.(/)/ cumul 2024
Côte d'Or	289	880	-18,6
Doubs	391	1 360	-2,7
Jura	173	688	-18,6
Nièvre	169	557	0,0
Haute-Saône	146	457	-16,3
Saône-et-Loire	397	1 236	+7,3
Yonne	317	994	-11,0
Territoire de Belfort	98	345	-13,3
BFC	1 980	6 517	-8,1

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence) : DGEFP, calculé au lieu d'exécution du contrat

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA) au lieu de l'établissement employeur

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES, calculé au lieu d'exécution du contrat

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2025 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 3T 2025)	
	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
Côte d'Or	10 397	+4,2	39 427	-0,3	9 267	+0,1	1 623	+17,4
Doubs	13 013	+3,0	33 720	+0,2	10 463	+0,3	1 857	+21,1
Jura	3 533	-0,6	15 607	-2,4	5 587	+0,3	647	+21,4
Nièvre	5 703	+0,2	13 833	-1,7	13	+0,2	813	+14,0
Haute-Saône	4 027	+0,5	15 257	-1,1	6 097	+0,6	917	+7,0
Saône-et-Loire	9 363	-0,1	37 127	-2,1	12 977	+0,9	1 780	+7,4
Yonne	8 720	+0,2	23 840	+0,5	7 580	-3,6	1 270	+15,5
Territoire de Belfort	4 250	+1,9	9 670	-0,5	2 930	+4,8	683	+11,4
BFC	59 006	+1,5	188 481	-0,8	61 498	+0,1	9 590	+14,3

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

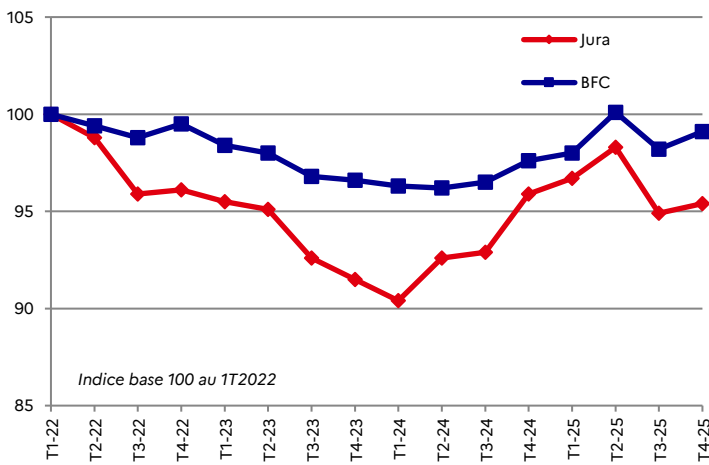
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

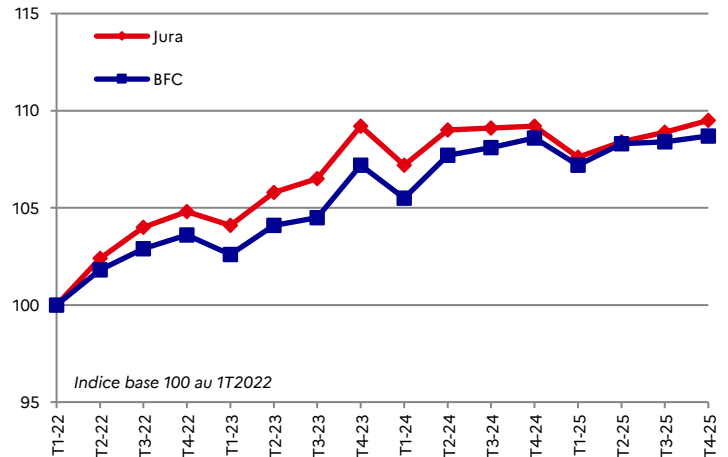
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

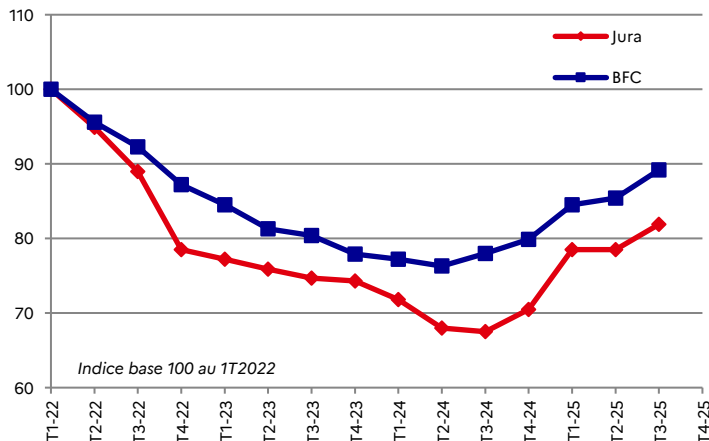
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

